

5. Pour élargir la portée et l'efficacité de nos efforts contre le trafic des matières nucléaires, nous continuons à encourager une participation élargie au programme. À cette fin, nous avons demandé aux États-Unis, à titre de président actuel des Huit, de poursuivre les contacts ouverts par la France avec d'éventuels participants. Afin de maintenir l'orientation générale du programme après que la participation aura été élargie, nous avons convenu que le président chercherait à organiser des rencontres périodiques des nouveaux participants sous les auspices des Huit pour discuter des activités du programme et échanger des vues sur le trafic des matières nucléaires. Nous saluons l'intention des États-Unis d'organiser la première de ces réunions en novembre 1997 à Vienne.
6. Nous nous réjouissons du progrès réalisé dans les efforts internationaux pour développer une expertise légiste dans le domaine nucléaire sous les auspices de l'AIEA, ainsi que dans le cadre des réunions tenues par le Groupe de travail technique international.

Gestion du plutonium

7. Nous accueillons avec satisfaction les conclusions du groupe d'experts formé à la suite du Sommet de Moscou sur la sûreté et la sécurité nucléaires pour examiner les options et dégager les moyens possibles de développer la coopération internationale en vue de la gestion sûre et efficace des matières fissiles désignées comme excédentaires par rapport aux besoins militaires actuels. Nos experts ont conclu que l'option la plus opportune et la plus viable techniquement consiste à éliminer le plutonium sous forme de combustible MOX dans des réacteurs nucléaires, et qu'une option complémentaire serait l'immobilisation du plutonium, mélangé à des déchets hautement radioactifs, dans des blocs de verre ou de céramique. Les experts ont aussi conclu que des mesures d'entreposage provisoires seront requises, quelles que soient les options de gestion retenues pour le long terme. Ces conclusions ont aussi été approuvées par le Groupe d'experts de la non-prolifération en novembre dernier à Paris.
8. Une telle approche de la gestion du plutonium militaire excédentaire servirait les objectifs de la communauté internationale en matière de non-prolifération et apporterait une importante contribution pratique à la réduction des armes nucléaires. L'objectif de non-prolifération serait prioritaire dans la planification et la mise en oeuvre des programmes de coopération. Il faudrait aussi tenir dûment compte des facteurs techniques, économiques, financiers, environnementaux, et autres.
9. La coopération internationale accélérera les efforts visant à régler le problème de la gestion des excédents de plutonium militaire. Nous nous réjouissons par conséquent que la France, l'Allemagne et la Russie aient annoncé leur projet, lequel est ouvert aux autres États, de construire une usine témoin de fabrication de combustible MOX en Russie. À cet égard, nous saluons les efforts que déploient le Canada et la Russie, en collaboration avec la France et l'Allemagne, pour étudier la possibilité de produire du combustible MOX